

L'Aristoloche

Journal instructif et satirique paraissant quand il veut

n° 6

Rédacteur : Pierre de Laubier – Abonnement : pierredelaubier.e-monsite.com

21 avril 2015

« J'ai longtemps cherché le moyen de me faire haïr de mes contemporains. » — LEON BLOY.

Riches par millions

Les défenseurs des familles protestent contre la mise sous condition de ressources des allocations familiales. Tant de naïveté laisse sans voix. Les allocations familiales doivent, bien entendu, être accordées sous condition de ressources. Seulement, ce n'est pas aux pauvres qu'il faut les réserver, mais aux riches.



En ce qui concerne les allocations familiales, il faut appliquer tout d'abord la méthode chère à *l'Aristoloche* : si le gouvernement affirme une chose, c'est sans aucun doute l'inverse qui est vrai. Il prétend en l'occurrence qu'il faut réserver les allocations aux pauvres, parce que, dit-il, ce sont eux qui en ont le plus besoin. Cet argument simpliste laisse de côté un aspect essentiel de la question : les pauvres en ont besoin, cela s'entend ; mais a-t-on besoin de pauvres ?

Raisonnement non seulement simpliste, mais hypocrite. Car la diminution des allocations accordées aux riches ne sera pas compensée par une augmentation de celles qu'on destine aux pauvres. Ce fait s'explique facilement : le gouvernement sait bien que les riches lui sont plus utiles que les pauvres. Il se garde bien d'augmenter les allocations, sachant que cette mesure aurait pour premier effet d'augmenter le nombre de pauvres. Son intention n'a rien d'altruiste, elle est cynique au contraire : il pense qu'il peut avoir des

riches gratuitement ! Or rien n'est gratuit en ce monde, et les riches moins que les autres.

On peine à croire que le public avale des arguments aussi sots que celui-ci : il faut subventionner les pauvres parce qu'ils en ont besoin. C'est méconnaître les lois les plus simples de l'économie, notamment que chacun doit être rémunéré selon ses mérites. Qui accepterait que son subordonné fût mieux payé que lui, sous prétexte qu'il a cinq enfants et ses vieux parents à charge ? Dès lors, pourquoi accepter au profit de gens qu'on ne connaît pas ce qu'on n'accepterait pas de quelqu'un qu'on connaît ? Il faut au contraire revenir aux valeurs évangéliques, et citer cette phrase mystérieuse : « A celui qui a, on donnera encore. » Elle trouve ici son application.

J'entends déjà les criaileries de ceux qui prétendent défendre les pauvres (tout en se gardant de le devenir eux-mêmes) : alors, disent-ils, les pauvres seront de plus en plus pauvres, et les riches de plus en plus riches ! Je réponds : non, les riches ne seront pas de plus en plus riches ; par contre, ils seront de plus en plus nombreux.

Le tonneau des Danaïdes

Comme les allocations familiales encouragent la natalité, quand elles sont égales pour tous, c'est dans les familles pauvres qu'elles font augmenter les naissances en premier lieu. Or les pauvres ne se donnent pas seulement la peine de naître. Il leur faut encore une prime de rentrée, une allocation logement, des bourses scolaires, et ainsi de suite, si bien que l'augmentation de leur nombre provoque des dépenses toujours plus lourdes sans rien en échange, sinon des revendications toujours renouvelées.

Du temps que la république considérait les citoyens comme de la chair à canon, on comprend qu'elle ait eu besoin de pauvres. Mais les temps ont changé. On a besoin de consommateurs et de main-d'œuvre diplômée : or, on nous le répète assez, les riches font de meilleures études que les pauvres, et, loin de tendre la sébile, ils sont prêts à payer pour ça.

Pour stimuler la natalité de manière égale dans toutes les familles, les allocations devraient être au moins *proportionnelles* aux revenus. Mais, dès lors qu'on se donne pour but d'augmenter le nombre de riches, il faut les rendre *croissantes*, et dans une proportion non pas géométrique, mais arithmétique : un revenu

double donnerait droit à des allocations non pas *doubles*, mais *au carré*. Il serait en effet naïf de vouloir encourager la natalité des riches avec une misérable poignée de petite monnaie. Il faut mettre le paquet, et distribuer les fonds par liasses de gros billets. Ainsi, pour un revenu de mille, l'allocation serait de cent ; pour 2000, de 400 ; pour 3000, de 900, et ainsi de suite, jusqu'à 10 000 pour 10 000, 40 000 pour 20 000, et au-delà. On voit que le goût de la dépense de nos élus y trouverait largement son compte.

La poule aux œufs d'or

Prenons le cas de M^{me} Bettencourt. Dans notre système, loin de se contenter d'une fille unique, elle aurait mis au monde quatre, huit ou douze enfants. Croit-on que cette dame, ainsi entourée de solides gaillards et de filles attentionnées, aurait pu être victime d'aigrefins comme elle l'a été ? D'autant moins que ses enfants seraient eux aussi à la tête de familles nombreuses, et que c'est par dizaines au moins qu'il faudrait dénombrer ses défenseurs, sans compter les pièces rapportées (qui ne seraient pas les moins vigilantes). Aucun gigolo et nul homme politique (les uns et les autres ne brillant guère par le courage) n'aurait songé à lorgner l'héritage d'ayants droit si nombreux !

Ces innombrables « gosses de riches » (l'expression perdra toute nuance péjorative) seront à la fois les clients et les ambassadeurs bénévoles de l'industrie du luxe qui fait la fierté du pays ; dans toutes les provinces, ils restaureront des châteaux, dont le lustre retrouvé vivifiera les campagnes ; ils emploieront des domestiques par douzaines. Leurs capitaux seront investis utilement, car la perspective d'allocations croissantes les détournera d'une vie oisive pour les pousser à une activité incessante.

Croit-on que j'oublie les pauvres ? Loin de là. Ils ne tarderont pas à être moins nombreux que les riches, si bien qu'au lieu de voir plusieurs pauvres accrochés aux basques d'un seul riche, on verra les riches se presser en foule au chevet de chaque pauvre, dans un esprit d'émulation touchant dont les miséreux tireront profit.

Enfin la fraude fiscale changera de visage. Il s'agira désormais de vérifier que chacun ne déclare pas plus qu'il ne gagne... mission nouvelle, et combien plus gratifiante, pour les inspecteurs des impôts ! ■